



Principaux resultats ROAR 2009

Major results that culminated in 2009 (4500 Characters Max)

Contexte

Dans un contexte marqué par la dégradation de la conjoncture internationale et de ses impacts sur l'économie sénégalaise, le PNUD a poursuivi ses efforts d'appui pour la mise en œuvre du DSRPII/OMD. Sur le plan du pilotage stratégique, le partenariat avec le Ministère des Finances, la France et le Canada a permis d'appuyer la réflexion sur les politiques et stratégies de dév.par le renforcement: (i)des capacités d'analyse prospective (« Sénégal 2025 » et modèle T21);(ii)du dialogue sur le Développement Humain (concept de base de l' IDH, le RNDH 2009 sur « Changements climatiques, sécurité alimentaire et DH»);(iii)des capacités de S&E de la pauvreté (système d'information sur la pauvreté, enquête de suivi de la pauvreté/ESPS ; revues annuelles du DSRP II, rapports OMD national/local);(iv) du suivi de l'aide (Politique de l'Aide, Plateforme de Gestion de l'APD, scénario de Gleneagles).

Dans le domaine de la gouvernance, le partenariat avec la Délégation à la Réforme de l'Etat, le Parlement, l'Espagne et la France a contribué au renforcement:(i)de la qualité du service public (finalisation du Schéma Directeur de la Réforme de l'Etat, validation des normes de création des structures de l'Etat, révision des statuts de la fonction publique, enquête auprès des usagers avec indicateurs désagrégés par genre);(ii) des capacités du législatif (e.g. appui aux travaux des Commissions dans leur démarche de prise en charge des questions de genre) ; (iii) du dialogue social (tenue en 2009 de la 8^e. session du Comité National du Dialogue Social sur le thème de l'emploi, sessions de formation sur les techniques de négociation, mise en place des comités sectoriels de dialogue social (Justice et Sante); (iv) des capacités de S&E du PNBG.

Sur le plan opérationnel, les partenariats avec le Luxembourg, la Fondation Bill & Melinda Gates, VNU et FENU ont permis un renforcement: (a) des systèmes d'appui aux activités génératrices de revenus; (b) de l'accès aux services énergétiques en milieu rural pour l'atteinte des OMD (avec pour ambition nationale de capitaliser sur les acquis de la phase pilote en installant 500 PTFM en faveur de 500 000 habitants); (c) des mécanismes de financement de proximité; (d) la mise en place des Maisons du Dév.Local;(e)d'un cadre légal en faveur du volontariat et de la Maison des Volontaires.

En matière de développement durable, le partenariat avec le FEM a permis de contribuer à la lutte contre les changements climatiques en ouvrant des opportunités vers le marché carbone à travers: (i) des actions de conservation de la biodiversité (e.g. 248 ha de bois de villages mis en place) ; (ii)la réhabilitation du Bassin arachidier (e.g. 1360 ha de terres cultivables en restauration à

travers une gestion intégrée de la fertilité par l'agroforesterie); (iii) la promotion de moyens d'existence durable.

Dans le cadre du suivi de la Convention d'Ottawa, le partenariat avec le Canada, la Belgique, la France, la Corée, et la Commission Européenne a permis de conduire l'Etude d'Urgence sur l'Impact des Mines en Casamance, d'adopter la Stratégie Nationale de Lutte anti-mines(sensible aux besoins différenciés des hommes et femmes)et les normes sénégalaises de l'action anti mines. Aussi, le CNAMS avec l'appui d'Handicap International a contribué à dépolluer 72.650m² en Casamance.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action de HYOOGO, le PNUD a facilité l'inscription de la Prévention des Catastrophes dans le DSRP II; la consolidation de la plateforme nationale de prévention des catastrophes; l'élaboration d'une Stratégie nationale, d'une base de données pour un Syst.d'Alerte Précoce (SAP) et d'un plan de contingence. Au cours de l'hivernage 2009, la réponse aux inondations a fait l'objet d'une assistance d'urgence ainsi que d'études d'évaluation des besoins post inondations (PDNA) facilitées par le SNU/PNUD, la Banque Mondiale et l'Union Européenne.

Le suivi du DSRP s'est poursuivi dans le cadre d'un dialogue constructif, en phase avec l'esprit de la Déclaration de Paris, instauré entre le Gouvernement et les partenaires, dans lequel le PNUD joue un rôle de leader et d'interface à côté de la Banque Mondiale (Forum des Partenaires sur le DSRP), d'USAID et de la GTZ (Groupe Casamance), du FENU et de la GTZ (Groupe Décentralisation). Les travaux du Groupe Genre ont canalisés l'appui des partenaires pour le suivi du DSRP, de la SNEEG, de la Plateforme de Beijing +15, des Violences basées sur le Genre

ROAR 2009

Changes in capacity of critical institutions that affect their ability to work better and deliver on their mandates and that in turn affect the country's ability to improve human development and and/or achieve national development goals

Depuis le Sommet du Millénaire (2000) le PNUD a facilité, au plan stratégique, des initiatives concourant au développement de capacités institutionnelles conséquentes au sein du Ministère des Finances, au niveau sectoriel et local pour la réalisation des OMD. Ainsi, les appuis du PNUD ont permis : la préparation du DSRP II fondé sur les OMD notamment dans le cadre de l'évaluation participative de la pauvreté en milieu rural ; l'évaluation des besoins et des coûts des programmes d'investissement en faveur des OMD ; les capacités de S&E de la pauvreté/OMD (appui au réseau Sénégalais de S&E ; rapports OMD nationaux et régionaux, etc.); l'option de passage à l'échelle des investissements pour l'atteinte des OMD (suivant l'expérience du Projet des Villages du Millénaire); le suivi des opportunités de financement (e.g. élaboration du « scénario de Gleneagles » dans le cadre de l'initiative « OMD Afrique »); le diagnostic en renforcement des capacités de l'Etat mené dans le cadre des préparatifs de Forum Africain sur la Gouvernance (FAG VII, Ouagadougou - 2007) ; le partage de connaissance (e.g. Ouvrage sur « l'Afrique et les OMD, 2006).

Par ailleurs, **des acquis ont été enregistrés pour ce qui concerne le renforcement des capacités des structures publiques** pour une meilleure mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris notamment en ce qui concerne (i) l'appropriation des projets et programmes par le recours à l'exécution nationale pour la conception, la formulation et la mise en œuvre des interventions, (ii) l'efficacité et la transparence dans la gestion des ressources par la valorisation

des capacités de planification, de S&E et gestion axée sur les résultats ; et d'autre part un accroissement substantiel de la capacité d'absorption des ressources extérieures qui du reste fait l'objet d'une publication annuelle. Enfin l'appui du PNUD a contribué au développement de partenariats et d'échanges pour le développement des capacités NEX avec des pays de la sous région (Burkina Faso, Gabon) dans le but d'assurer le leadership et l'appropriation par les pays Africains.

Mise en place de l'appui budgétaire au Sénégal et utilisation des circuits financiers de l'Etat pour la pérennisation

L'expérience capitalisée du PADMIR (2000-2008) a permis, au travers du partenariat avec le FENU, la mise en place de l'appui budgétaire au Sénégal et l'utilisation des circuits financiers de l'Etat dans le financement du Développement local. Aussi, le PNUD et le FENU ont permis, au travers du Programme PADEL/PNDL, le lancement d'un dispositif d'appui conseil de proximité à travers les maisons du développement local (MDL), conçue comme une plateforme de services d'appui conseil, un espace de représentation, de dialogue et de mise en cohérence des familles d'acteurs de la décentralisation, de la déconcentration et du développement économique local et un dispositif de promotion de l'investissement économique local. Par ailleurs, le programme favorise le renforcement des capacités (planification, programmation, coordination, suivi et évaluation) des acteurs locaux plus particulièrement les services déconcentrés de l'Etat dans la zone de concentration.

Appui participation Copenhague, mise à disposition outils de pilotage stratégique, partenariat contre les changements climatiques pour 2010

Le partenariat établi avec le FEM depuis 2002 a permis de contribuer au renforcement des capacités du département en charge de l'Environnement grâce notamment aux deux projets phares (PGIES et PROGERT). Le processus préparatoire à la Conférence de Copenhague a été bien conduit assurant une bonne participation du Sénégal tant dans la défense de la position africaine que la diffusion de certains résultats dans les « sides events » (stand du PGIES à Copenhague). Le Sénégal dispose des principaux outils de pilotage stratégique du développement durable et 2010 devra permettre la mise en œuvre nationale d'un partenariat contre les changements climatiques

ROAR 2009 South South Solutions

Respect des droits de pauvres points forts de la promotion des solutions Sud-Sud.

Le renforcement des capacités par l'échange d'expériences dans les domaines de la Gouvernance et de la lutte contre la Pauvreté et le respect des droits de pauvres ont été les points forts de la promotion des solutions Sud-Sud. Le PNUD a appuyé la participation du Sénégal à la Conférence de Cotonou sur la démarginalisation des pauvres par le droit. A l'issue de la rencontre les participants ont adopté une Déclaration par laquelle ils s'engagent à contribuer à l'application des stratégies de lutte appropriées à l'éradication de la pauvreté à travers l'accès des pauvres à la justice, la promotion d'une législation foncière plus favorable aux pauvres, la promotion de conditions décentes de travail en faveur des pauvres et la facilitation de la création d'entreprises par les défavorisés. La délégation sénégalaise composée de représentants de la société civile, du privé et de l'Etat, s'est engagée à vulgariser le concept de démarginalisation des pauvres par le droit pour une appropriation au niveau national et à appuyer les efforts de l'Etat pour la mise en place d'une Commission nationale pour la démarginalisation des pauvres par le droit. Le second

axe des efforts pour le renforcement des capacités Sud-Sud est consacré à la gouvernance et concerne a) l'appui au lancement de l'Institut Africain de la Gouvernance, b) l'organisation d'un voyage d'étude d'une mission du gouvernement du Gabon sur l'élaboration et la mise en œuvre du Programme National de Bonne Gouvernance et, c) le renforcement des capacités évaluatives dans le domaine de la gouvernance. Le lancement de l'IAG a permis aux participants venant de plusieurs pays africains d'échanger notamment sur les défis de la Gouvernance et comment leur faire face en vue de créer les conditions de l'atteinte des OMD. Il est ressorti des échanges la nécessité de renforcer la gouvernance en Afrique en assurant la promotion de partenariats et la cohérence entre les différents niveaux de gouvernance (mondiale, nationale et locale), de renforcer la gouvernance économique, judiciaire, politique inclusive, en favorisant le partage d'expériences et des bonnes pratiques provenant des différents acteurs. La mission du Gabon a permis de s'inspirer de l'expérience sénégalaise pour le renforcement des capacités de coordination et de mise en œuvre du PNBG ainsi que la définition de stratégies permettant au parlement d'exercer un contrôle efficace de l'exécution du budget par le gouvernement. Le PNUD a appuyé la participation du Senegal au séminaire organisé par le Centre de Gouvernance d'Oslo à Windhoek avec la participation de plusieurs pays du sud sur le partage d'expériences, de développement des capacités d'évaluation des politiques et d'accroissement des capacités de rendre compte. Enfin le PNUD Senegal a apporté son expérience à la Gambie en appuyant dans la formulation de son projet de volontariat.
